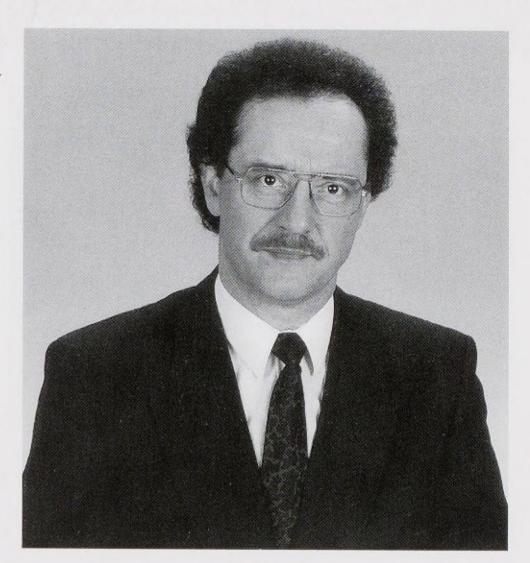
### LES 21 ET 28 MARS

Pour notre circonscription
Pour Arras et l'Artois
Pour les cantons d'Arras Nord, Dainville,
Marquion, Vimy, Vitry
et leurs communes

# IL FAUT UN VRAI DÉPUTÉ



### UN NOUVEAU REGARD SUR LA VIE

### Vous choisirez-

un homme neuf, vrai, solidaire un homme comme vous, parmi vous, avec vous un homme expérimenté et fidèle à ses engagements

### **Vous choisirez**

un idéal de justice sociale et de liberté —l'avenir, l'efficacité, le dynamisme—



Vu les candidats

# Vous voterez Jean-Marie ALEXANDRE

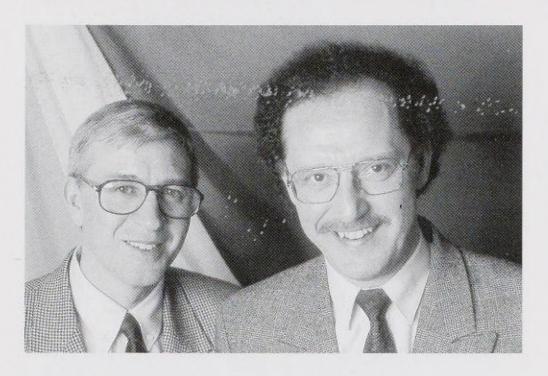
Candidat titulaire

# Jean-Pierre DELEURY

Candidat suppléant

Parti Socialiste

## République Française - Elections Législatives 21 et 28 Mars 1993 DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION DU PAS-DE-CALAIS



# Jean-Marie ALEXANDRE avec Jean-Pierre DELEURY UN NOUVEAU REGARD SUR LA VIE

Madame, Mademoiselle, Monsieur

#### D'ABORD L'EMPLOI ET LA SOLIDARITÉ

Les 21 et 28 mars, vous élirez en conscience votre député. Tout au long de ces dernières semaines, j'ai eu l'occasion de vous présenter l'ensemble des mesures simples et concrètes que j'entends mettre en œuvre si vous m'accordez votre confiance.

Aussi me limiterai-je, dans cette profession de foi, à deux thèmes majeurs, l'emploi et la solidarité, parce qu'ils conditionnent tous les aspects de notre vie quotidienne.

Il y a ceux qui disent : "Faites-moi confiance, je sais faire. Je créerai l'emploi industriel et commercial." Faut-il les croire ?

- Lorsqu'ils étaient aux commandes de la France, l'inflation était de 14% (1981). Aujourd'hui, elle est de 2,6%.
- Lorsqu'ils sont aux commandes des entreprises, ils fusionnent, "restructurent" ou tout simplement ferment, provoquant le chômage.

Ce sont les mêmes qui, aujourd'hui, protestent contre les emplois précaires, le R.M.I., les C.E.S. Faut-il les croire ?

C'est vrai que ces solutions ne sont guère satisfaisantes. Mais lorsqu'ils étaient au pouvoir, ils n'ont rien fait pour garantir un minimum de ressources aux plus défavorisés.

Et certains d'entre eux, lorsqu'ils possèdent de grandes entreprises, s'accommodent très bien des emplois précaires et du travail au rabais.

Ils ont même organisé l'implantation de grandes surfaces commerciales (si préjudiciables aux petits commerces et aux agriculteurs) et délocalisé des emplois dans des zones qui leur étaient acquises.

La vérité est qu'il n'y a pas de solution miracle en matière d'emploi.

#### MAIS:

- on peut défendre l'emploi dans chacune de nos communes en aidant les petites entreprises, les artisans, les commerçants à maintenir et à moderniser leur activité;
- on doit développer l'emploi social et de service, source de cohésion sociale et de solidarité.

Un demandeur d'emploi coûte en moyenne 117 000 F par an à la collectivité nationale (à ne pas confondre avec son indemnisation réelle qui est, et de loin, bien inférieure).

Pourquoi ne pas consacrer une partie de cette somme à créer de vrais emplois pour :

- aider les personnes âgées et accueillir les personnes dépendantes,
- favoriser l'insertion des handicapés et des personnes en difficulté sociale,
- aider les familles, les mères, les malades à domicile,
- développer les services de proximité (petit commerce, relais des services publics, etc.),
- relancer la construction indispensable de logements sociaux,
- protéger notre cadre de vie et l'environnement,
- renforcer la sécurité dans nos quartiers et nos villages.

Au lieu d'indemniser le chômage (si destructeur de l'équilibre familial et parfois générateur de délinquance), il vaut mieux créer un emploi qui rendrait service à tout le monde.

Depuis 25 ans, quotidiennement, j'œuvre en faveur des personnes en difficulté, des handicapés, des personnes âgées.

Aidez-moi, dans notre circonscription, à mettre en œuvre ces idées simples qui ont besoin du concours de tous.

Économie, emploi, solidarité, justice sociale doivent aller de pair.

Voilà ce que je propose à tous ceux qui entendent refuser l'aventure et veulent que leur voix soit entendue, écoutée, respectée. Je prends devant vous l'engagement de renoncer à mon mandat européen si vous m'accordez votre confiance pour vous défendre à l'Assemblée Nationale.

Le 21 mars, je compte sur vous.